

En Calabre, les centres pour mineurs sont débordés

Avec l'été, les arrivées de migrants se multiplient dans le sud de l'Italie

REPORTAGE

REGGIO DI CALABRIA (ITALIE) - envoyée spéciale

Tee-shirts sales et chaussettes propres emmêlés ; couvertures tire-bouchonnées sur le pied des lits... Après leurs longs mois de route, Mohamad, Assan et Boubar Kar réapprennent doucement les règles de la vie sédentaire. Face à la plage de Melito, dans la banlieue de Reggio di Calabria, tout au sud de l'Italie, 90 autres mineurs, venus comme eux d'Afrique, tentent de dépasser le bonheur d'être arrivés en vie en Europe.

Un matin d'avril, l'Ivoirien, le Malien et le Nigérien de 17 ans sont descendus d'un bus devant l'hôtel Stella Marina, où on leur a donné

la chambre qu'ils partagent désormais. Quelques jours plus tôt, ils s'étaient entassés dans un canot sur une plage libyenne, avant d'être secourus par le bateau d'une ONG puis débarqués à Reggio di Calabria, la capitale de la Calabre.

L'été est à peine installé que, déjà, la pointe de la Botte vit au rythme des débarquements. Un en mars, trois en avril, quatre en mai et déjà deux en juin pour le seul port de Reggio... Chaque fois que Rome prévient la préfecture de l'arrivée d'un bateau humanitaire, le petit groupe What's Up, composé des officiels, de la sécurité civile, de Caritas et de quelques rares ONG étrangères, se prépare.

Répondre à l'urgence

Dimanche 18 juin, le *Prudence*, navire de Médecins sans frontières, a encore débarqué 1 045 migrants dans cette province où le produit intérieur brut par habitant est deux fois plus faible qu'en Lombardie. Alors que les adultes repartent au plus vite en bus vers des centres situés dans le nord du pays, ceux qu'on appelle les *bambini* restent là. Dimanche, Reggio, qui voit ses écoles et ses hôpitaux déjà sous-dotés, a encore reçu 20 mineurs. Ils viennent s'ajouter aux 50 du débarquement précédent, aux 800 envoyés là depuis janvier et aux 1 845 arrivés en 2016.

« Les fugues depuis ces centres ouverts oscillent entre 10 % et 50 % », estime l'une des travailleuses sociales de la mission de Médecins du monde en Calabre. Les gamins érythréens filent vers la Suède ou l'Angleterre. Pour les autres, « si la loi prévoit désormais que le séjour dans les centres de premier accueil ne devrait pas excéder un mois, faute de place ailleurs, la plupart y restent jusqu'à leur majorité », rappelle Jean-Pierre Foschia, coordonnateur de l'ONG. Ce qui explique que les 35 centres calabrais pour mineurs soient sa-



Dans un centre d'accueil de migrants mineurs en Calabre, le 15 juin. OLIVIER PAPEGNIES/COLLECTIF HUMA

turés. D'autant qu'en 2016, un seul des 25 846 mineurs isolés ayant débarqué en Italie a été accepté dans un autre pays d'Europe dans le cadre de la réunification familiale.

« Nous venons de lancer un nouvel appel d'offres pour ouvrir de nouveaux centres », indique-t-on à la préfecture de Reggio, où l'on se réjouit de la quinzaine de propositions déjà remontées. Mais, s'il faut répondre à l'urgence, les autorités doivent aussi s'assurer du sérieux des candidatures : les 45 euros quotidiens (35 pour les adultes) octroyés par Rome pour la prise en charge d'un adolescent ne suscitent pas que des vocations humanitaires.

Si Giusi Malaspina, la gérante de l'association du Stella Marina où vivent Assan et Mohamad, passe pour un modèle de sérieux, d'autres sont moins regardants.

Les 45 euros octroyés par jour pour la prise en charge d'un adolescent ne suscitent pas que des vocations humanitaires

Une association très présente à Reggio fait actuellement l'objet d'une enquête. Des mineurs arrivés en août 2016 ont travaillé des mois durant sans toucher un centime. Et plusieurs se sont retrouvés à la rue pour avoir réclamé leur dû. « J'ai perdu un an et, entre-temps, je suis devenu majeur », commente l'un d'eux, conscient qu'en Italie, comme ailleurs, seuls les mineurs ne sont pas expulsables. Mais il a été relogé dans l'hôtel Faro, pas vraiment achevé, construit au bord d'une route à quelques dizaines de kilomètres de Reggio, que tous veulent éviter.

Dans une ville voisine de la capitale régionale, les lustres en verroterie, aujourd'hui dépourvus d'ampoules, et la porte à tourniquet de bois de la bâtisse en face de la gare rappellent la splendeur du lieu passé. Désormais, les jeunes migrants qu'elle abrite racontent qu'ils se vêtent avec ce qu'ils trouvent dans les poubelles et ne mangent que du pain et des pâtes dans cet hôtel où leur situation administrative semble aussi suspendue que l'écoulement du temps. Ils se sentent piégés.

Personne n'ose en parler, mais la Ndrangheta ne serait pas étrangère à cette situation. La mafia calabraise prélève en effet son obole du juteux marché de l'hébergement des migrants, estimé à 3 milliards d'euros en 2017 en Ita-



lie. Soixante-dix personnes viennent d'ailleurs d'être arrêtées dans la région pour détournement de fonds destinés à un camp de migrants situé à Isola di Capo Rizzuto, plus au nord sur la côte.

Rêves enterrés

A cause de l'urgence de la situation, la prise en charge des adolescents reste très disparate. « On ne peut blâmer personne, car, ici, on ne laisse pas les gens dormir dehors et on les nourrit. En revanche, nous souhaitons accompagner les autorités dans leur montée en gamme », observe Jean-Pierre Foschia. Médecins du monde est l'une des seules ONG vraiment présentes en Calabre ; les autres lui préférant souvent la Sicile voisine.

Jeudi 15 juin, pourtant, autour de Yodit Estifanos et de Frederika Amatori, les deux travailleuses so-

ciales de Médecins du monde, un groupe de *bambini* du centre de Modena, près de Reggio, échan- gent sur les « héros de l'Afrique ». Pour Kouyaté, 16 ans, parti depuis deux ans de Côte d'Ivoire, le chanteur Alpha Blondy serait « le plus grand philosophe africain ». Ses voisins, plus âgés, choisissent plutôt le leader burkinabé assassiné Thomas Sankara (1949-1987) ou l'écrivain nigérian Wole Soyinka, Prix Nobel de littérature.

Juste avant, en matinée, Alberto Polito, le psychologue de l'ONG, avait travaillé avec un autre groupe sur les rêves d'Europe. « La rudesse du voyage oblige les migrants à se concentrer sur l'instant. Une fois retombé le bonheur d'être arrivés, ils perçoivent que l'Europe n'est pas ce qu'ils attendaient. A partir de là, nous les aidons à se construire un avenir », résume-t-il.

Vendredi, dans des bouteilles en plastique coupées en deux et remplies de terre, une dizaine de garçons ont planté leur rêve le plus cher, inscrit sur un petit papier à côté de graines de piments. Toutes les graines ne sortent pas de terre, comme le savent bien ces Africains habitués aux sols arides. Certains comprendront qu'Alberto Polito leur explique par cette métaphore que leur rêve de devenir footballeur, par exemple, restera peut-être à jamais enterré. ■

MARYLINE BAUMARD

LES CHIFFRES

25 846

mineurs isolés

Parmi les quelque 180 000 personnes arrivées sur les côtes italiennes en 2016, 25 846 étaient des mineurs venus sans leur famille.

2 050

enfants de moins de 15 ans

Les autorités italiennes ont recensé 2 050 jeunes de moins de 15 ans parmi les mineurs isolés arrivés en 2016. Ils étaient 698 en 2012.

6 020

demandeurs d'asile

Les mineurs restent de plus en plus dans la région dans laquelle ils arrivent. Ils ont été 6 020 à demander l'asile en Italie en 2016, deux fois plus qu'en 2015.

Mexique : le pouvoir accusé d'espionner des journalistes

Les téléphones portables de plusieurs auteurs de révélations sur les pratiques du gouvernement auraient été piratés

MEXICO - correspondance

La polémique enfle au Mexique après les révélations, lundi 19 juin, d'une affaire d'espionnage de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme par le gouvernement mexicain. « Le président a l'obligation de s'expliquer », martèle la célèbre journaliste Carmen Aristegui, qui fait partie des douze victimes d'un mouchard sophistiqué ayant infecté leurs téléphones portables. Le gouvernement nie en bloc ces accusations alors que les crimes et autres pressions contre la presse se multiplient.

M^{me} Aristegui et deux membres de son équipe d'investigation ont reçu, entre janvier 2015 et juillet 2016, une cinquantaine de textos personnalisés sur leurs portables, de la part de leurs banques, de l'ambassade des Etats-Unis ou encore de leurs opérateurs de téléphonie mobile, les invitant à cliquer sur un lien. « Le clic installe le logiciel espion donnant accès, à l'insu de l'utilisateur, à

ses archives, à ses appels et à ses messageries, mais aussi à la géolocalisation, au micro et à la caméra de l'appareil piraté », explique John Scott Railton, chercheur au Citizen Lab. Ce laboratoire spécialisé dans les nouvelles technologies à l'université de Toronto a mené une cyberenquête en collaboration avec Article 19, SocialTIC et R3D, des organisations de défense de la liberté de la presse et de la protection des internautes.

Soixante-douze tentatives

Intitulé « Gouvernement espion », leur rapport, présenté lundi à Mexico, liste soixante-seize tentatives de piratage entre 2015 et 2016 par un logiciel espion baptisé « Pegasus ». Ce mouchard est commercialisé par la société israélienne NSO Group, qui ne le vend qu'aux agences gouvernementales pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé. Copies de contrats de licence à l'appui, le rapport révèle que l'entreprise compte parmi ses clients les ministères de la dé-

fense et de la justice, ainsi que les services secrets mexicains. Chaque intrusion réussie coûterait 77 000 dollars (69 000 euros), selon les auteurs du rapport, qui précisent que seul un juge peut autoriser la surveillance d'individus à partir d'indices probants d'activités illicites.

« C'est une opération d'Etat utilisant nos ressources [publiques] pour commettre des délits graves », a fustigé Carmen Aristegui, dont le fils, alors âgé de 16 ans, a lui aussi été victime de Pegasus. La journaliste a commencé à recevoir ces messages infectés deux mois après avoir révélé le scandale de la « Maison Blanche » du couple présidentiel mexicain. Les conditions douteuses de l'achat de cette luxueuse demeure à un groupe mexicain bénéficiaire de contrats publics avaient contraint, en juillet 2016, le président, Enrique Peña Nieto, à s'excuser publiquement.

Les autres victimes enquêtaient toutes sur des affaires impliquant les autorités. En tête,

Carlos Loret de Mola, présentateur vedette du journal du matin sur la chaîne Televisa, qui venait de dénoncer l'exécution de 22 présumés délinquants par des policiers, en mai 2015, dans l'Etat du Michoacan (ouest). Même modus operandi pour Mario Patron, directeur de l'organisation de défense des droits de l'homme Centro Prodh. Celui-ci soutient les proches des 43 étudiants disparus en septembre 2014 après leur enlèvement par des policiers dans l'Etat de Guerrero (sud-ouest), qui met aussi en cause l'armée. « Nous sommes devenus les ennemis de l'Etat », a réagi Juan Párdinas, le directeur de l'Institut mexicain pour la compétitivité, espionné au moment où il élaborait un projet de loi contre la corruption politique.

« C'est inacceptable au même titre que les assassinats de journalistes », a assuré M^{me} Aristegui. Au Mexique, plus d'une centaine de journalistes ont été tués depuis 2000. D'autant que la moitié des menaces et des agressions de

journalistes sont perpétrées par des fonctionnaires publics, selon l'organisation Article 19.

La présidence mexicaine a adressé une lettre au *New York Times*, auteur d'une enquête sur l'affaire. Elle y souligne qu'« il n'existe aucune preuve que des agences du gouvernement mexicain sont responsables du supposé espionnage ». Pegasus ne permet pas d'identifier son utilisateur final. Mais l'achat de licences du logiciel par le gouvernement laisse planer la suspicion sur son implication. En 2016, ces contrats ont été classifiés par le ministère de la justice. Ils ne devraient être consultables qu'en 2021.

Des députés de l'opposition réclament une enquête, à l'instar des organisations de défense des droits de l'homme Amnesty International et Human Rights Watch. Les victimes, qui ont porté plainte, en appellent à des enquêteurs indépendants dans un pays où 99 % des délits contre la presse restent impunis. ■

FRÉDÉRIC SALIBA

« PANAMA PAPERS » Le président algérien Bouteflika cesse ses poursuites contre « Le Monde »

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika s'est désisté, mardi 20 juin, de ses poursuites en diffamation contre *Le Monde*, qui l'avait lié au scandale de fraude fiscale des « Panamas papers ». L'un des avocats de M. Bouteflika, M^e Basile Ader, a expliqué que cette « décision toute récente » et « magnanime » tenait au fait que le journal a présenté ses excuses. « Par souci d'exactitude », le journal avait également publié un rectificatif, a déclaré l'avocat du *Monde*, M^e Christophe Bigot, saluant un « apaisement bienvenu pour tout le monde ». Le journal avait publié en « une », le 5 avril 2016, une photo du président algérien parmi celles de dirigeants mis en cause. Le journal avait précisé le lendemain que le nom du chef de l'Etat algérien n'apparaissait pas dans les révélations. « Ce sont des proches du chef de l'Etat qui sont soupçonnés d'avoir détourné une partie des ressources du pays », avait-il précisé. — (AFP)